

Discours de Raymond Weber, président de SOS Faim Luxembourg, à l'occasion de la séance académique du 28 novembre, au Cercle Cité à Luxembourg

Altesse Royale,
Monsieur le Président de la Chambre des Députés,
Monsieur l'Ambassadeur du Mali,
Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire,
Madame la Ministre de l'Environnement
Cher-e-s ami-e-s,

Permettez-moi de remercier bien sincèrement le Ministre Romain Schneider de son discours pertinent et motivant, ainsi que des paroles aimables qu'il a trouvées pour SOS Faim, à l'occasion de notre 25^e anniversaire. Je voudrais de même profiter de l'occasion pour remercier le Ministre et toute son équipe de la Direction de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire pour l'aide et pour l'écoute permanentes qu'ils nous ont accordées.

Mes remerciements vont également à la Ministre de l'Environnement qui, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour un Développement Durable, devient un partenaire important de nos actions de sensibilisation et de formation.

Notre gratitude s'adresse aussi à la Chambre des Députés et à son Président pour organiser chaque année un débat sur les enjeux de la coopération au développement, débat qui nous montre que la politique suivie en ce domaine par le gouvernement est largement consensuelle parmi nos député(e)s.

Un merci particulier va à notre gouvernement pour avoir eu le courage de signer, le 16 novembre dernier, la « **Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales** », tout comme nous tenons à le féliciter d'endosser, prochainement à Marrakech, le « **Pacte mondial pour les migrations** ». Ces deux textes nous semblent importants et indispensables, parce qu'ils soulignent d'une part la dignité humaine des paysans et des migrants et tentent d'autre part de mettre en place des systèmes multilatéraux d'aide et de coopération acceptables et soutenables tant pour le Sud que pour le Nord. Tout comme ces deux textes résistent au danger de vouloir instrumentaliser la coopération au développement à des fins de politiques de sécurité et de contrôle des mouvements migratoires.

SOS Faim a été créée au Luxembourg en 1993, grâce à la mobilisation de citoyens indignés – dans le sens que Stéphane Hessel a su donner à ce mot - par le fléau de la faim dans le monde et grâce au soutien précieux de SOS Faim Belgique. Depuis, **notre ONG lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural, en appuyant les paysans et leurs familles en vue d'atteindre la sécurité alimentaire de façon durable**. Aujourd'hui, sur la base de nos valeurs de dignité, de justice, de solidarité, d'équité et d'émancipation, nous nous engageons pour une politique agraire diversifiée et riche en ressources nutritives. Nous le faisons dans une démarche caractérisée par l'humilité, la patience, le respect de l'Autre, la recherche constante du dialogue, en considérant nos interlocuteurs et partenaires comme des personnes détenteurs de ressources propres, dépositaires d'une expertise partagée et capables de porter collectivement la communauté de manière active et responsable, dans un écosystème civique et politique

basé sur la solidarité, la justice sociale et la gestion responsable des ressources naturelles.

Depuis 1993, le monde s'est transformé assez radicalement. Rien que dans les secteurs agricole et alimentaire, les enjeux sont cruciaux, car ils touchent à la vie de centaines de millions d'êtres humains : femmes, hommes, enfants, encore très vulnérables, tout comme ils touchent à l'avenir de notre planète. Ces enjeux concernent : le droit à l'alimentation, la sécurité et la souveraineté alimentaires, l'augmentation de la productivité via une intensification non-destructrice des modes de production ; la durabilité sociale et la création d'emplois en milieu rural ; la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, dans une situation de changement climatique ; la diversité des modes alimentaires dans le monde...

Il est temps de repenser la façon dont nous cultivons, partageons et consommons notre alimentation. Quand elles sont pratiquées correctement, l'agriculture, la sylviculture et la pêche peuvent produire des aliments pour tous et de générer des revenus décents, tout en soutenant un développement centré sur habitants des régions rurales et la protection de l'environnement.

Un changement profond du système mondial d'alimentation et d'agriculture est nécessaire si nous voulons nourrir les 815 millions de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui et les 2 milliards de personnes supplémentaires qui seront sous-alimentées d'ici à 2050. Investir dans l'agriculture est crucial pour augmenter les capacités de la productivité agricole, et des systèmes durables de production de nourriture sont nécessaires pour permettre de réduire le problème de la faim.

Comme l'a rappelé récemment notre membre Jean Feyder, dans un article du « *Jeudi* » : **la faim n'est pas une fatalité**, mais elle prend aujourd'hui l'allure d'un « crime », puisque la terre est capable de produire suffisamment de ressources alimentaires. Malheureusement, les modèles dominants économiques et agraires n'ont guère apporté de solutions satisfaisantes aux problèmes de la faim et de la misère dans le monde.

Depuis 1993, notre ONG s'est aussi transformée, tout en gardant ses valeurs et ses finalités. Nous sommes passés ainsi du caritatif à l'**accompagnement d'acteurs de changement**, de l'appui au **partenariat**, de l'aide à la **coopération au développement**, d'une approche centrée sur des besoins à satisfaire à **une démarche privilégiant les capacités à développer**. En agissant auprès des producteurs d'Afrique, en les aidant à se structurer au sein d'organisations fortes et indépendantes, en leur facilitant l'accès à des financements adaptés, SOS Faim contribue à renforcer le monde paysan, tout en promouvant l'agriculture familiale durable comme le meilleur moyen pour éradiquer la faim dans le monde.

Nous nous retrouvons donc pleinement dans l'**Objectif 2 de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable** : « **éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable** », tout comme nous pourrons développer nos actions dans le cadre de la **Décennie pour l'Agriculture Familiale** que l'ONU a proclamée pour les années **2019 à 2028**.

Aujourd'hui, nous sommes présents dans **six pays** de l'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Niger, pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, ainsi que Bénin), de l'Afrique Centrale (République Démocratique du Congo, région du Kivu) et de l'Afrique de l'Est (Ethiopie). Nous y travaillons avec **une vingtaine de partenaires locaux** :

organisations paysannes, institutions de microfinance et organisations de la société civile.

Par ailleurs, nous avons obtenu du MAEE un mandat pour la mise en place d'un dispositif visant à la modernisation des exploitations familiales au Mali et au Burkina Faso. Ce dispositif, appelé **Agri+**, comporte une ligne de crédit, un fonds de garantie, des formations en faveur des organisations paysannes et des activités de mise en réseau entre les différents acteurs.

Enfin, SOS Faim s'investit au Luxembourg, en se voulant **acteur de changement social**, pour sensibiliser les Luxembourgeois non seulement à la question de la faim dans le Tiers Monde, mais aussi aux enjeux liés à notre consommation alimentaire qui influe directement sur la situation dans le Sud.

SOS Faim est sans doute l'une des premières ONG qui a su faire le lien entre les activités de développement dans le Sud et les comportements des consommateurs dans le Nord, pour adopter une démarche cohérente.

Le combat contre la faim dans le monde et le combat pour une alimentation saine et diversifiée pour tout le monde vont aujourd'hui de pair, incluant aussi le combat contre les inégalités et pour le respect de l'environnement. Ce **travail de sensibilisation, de mobilisation citoyenne et de plaidoyer** s'est renforcé ces dernières années, notamment par des initiatives telles que : *Changeons de menu!* et *den alternativen Liewensmëttel Maart* (Marché des Alternatives) qui a réuni cette année, pour la 3^e fois, une trentaine de promoteurs d'alternatives. Tout comme nous avons pris une part très active dans *Fair Politics*, du Cercle de Coopération des ONGD, portant sur la cohérence des politiques.

Dans ce travail de plaidoyer et de changement social, nous ne pouvons pas nous contenter aujourd'hui d'être seulement des prestataires au service de nos bailleurs de fonds. Nous nous devons aussi de participer activement, en tant que **défenseurs des droits humains**, notamment par des « alertes » et des « veilles », au **combat citoyen contre les injustices, les inégalités et les « insoutenabilités »**.

Pour tout le travail qui a été accompli par SOS Faim pendant ces 25 années, je voudrais remercier chaleureusement notre petite équipe, à la fois très professionnelle et très militante, sous la direction dynamique et engagée de Thierry Defense et de ses deux collègues Marine Lefebvre et Nedjma Bennegouch. J'y ajoute volontiers nos deux « antennes » à Bamako et à Ouagadougou, que nous partageons avec nos amis de SOS Faim Belgique, ainsi que nos collègues au Niger et en Ethiopie. Merci à nos collègues de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration, ainsi qu'à nos partenaires à l'étranger (SOS Faim Belgique, Inter-Réseaux et la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) en France, la Coopération suisse, et au Luxembourg (et j'espère que je n'en oublierai pas) : le Cercle des ONGD, *Fairtrade*, *inFiNe.lu*, (*Inclusive Finance Network*), *e-MFP (The European Microfinance Platform)*, les collectifs *Meng Landwirtschaft* et *Votum Klima*.

Je voudrais m'en arrêter là, pour ce qui concerne l'histoire et le présent de SOS Faim. Si vous voulez en savoir plus, vous trouverez nombre d'éléments d'information dans le dossier qui vous a été remis. Ou, mieux encore, n'hésitez pas à profiter du moment plus convivial qui suivra cette séance pour interroger les membres de l'équipe, du CA ou de l'AG.

Ce que j'aimerais bien maintenant, hélas de manière trop succincte, partager avec vous, c'est ce que nous avons appris pendant ces 25 ans, pour mieux préparer les 25 ans à venir :

- un premier enseignement concerne ce que je voudrais appeler **la force des voix du Sud** et notamment de nos partenaires.

Si nous n'avons toujours pas trouvé la recette permettant de faire décoller les économies les moins développées et d'y résorber rapidement la pauvreté, nous disposons cependant aujourd'hui d'une accumulation de connaissances et de savoirs dans ce domaine, qui nous permettent d'enrichir nos théories et d'améliorer nos pratiques.

Ces connaissances et savoirs ne sont désormais plus l'apanage du Nord. Des intellectuels africains comme Achille Mbembe, Felwine Sarr, les artistes et intellectuels regroupés dans les *Ateliers de la Pensée* de Dakar, etc. sont en train de révolutionner notre manière de penser le développement, notamment **en décloisonnant un développement économique, aujourd'hui encore axé essentiellement sur la croissance, en direction du social, du culturel et du développement durable**. Au cœur des dynamiques qui structurent le monde actuel – le développement, l'environnement, la paix, la sécurité..., ils proposent un projet de civilisation qui met l'homme au cœur de ses préoccupations, en proposant un meilleur équilibre entre les différents ordres : l'économique, le social, l'environnemental, le culturel, le spirituel. Soucieux de faire en sorte que l'Afrique puisse pleinement « habiter sa demeure » et réaliser cette « appréhension de soi par soi, sans référence à l'autre » (Wole Soyinka), ils réfléchissent à de nouvelles formes du politique et de la démocratie, à de nouvelles articulations de l'universel et du singulier, à la pensée d'un en-commun, tenant compte de valeurs africaines telles que : *ubuntu* (je suis parce que nous sommes), *jom* (dignité), *teranga* (hospitalité), *kersa* (pudeur, scrupule), *ngor* (sens de l'honneur), *imihigo* (engagement vers la communauté).

Mais ce qui nous a marqué encore plus que cette réflexion plus « intellectuelle », c'est la richesse de pensée et la profondeur de réflexion de nos partenaires sur le terrain : responsables des organisations professionnelles, éleveurs ou paysans, animateurs de structures telles que l'AEC (Alternative Espaces Citoyens), femmes gérant des microcrédits ou développant des activités génératrices de revenus. Lors d'une réflexion collective que nous avons organisée, en avril dernier, à Porto Novo, au Bénin, sur le thème : **comment appréhender le changement social et définir ensemble un cadre renouvelé d'action collective et d'alliance pour le changement ?**, nous avons été, membres de l'équipe de SOS Faim et moi, émerveillés par la qualité et la hauteur de vue de nos interlocuteurs. Il s'agissait de s'interroger sur la manière dont chacune des organisations peut contribuer au changement systémique de nos sociétés et ainsi participer d'une dynamique de transformation globale. Questions qui ne vont pas sans s'interroger aussi sur ce qui fonde la légitimité des organisations de la société civile, leur capacité de mobilisation sociale et celle aussi des alliances pour résister aux forces du capitalisme financier déshumanisant et proposer des alternatives crédibles.

Nous avons compris **combien nous avons à apprendre de nos alliés en Afrique**. Tout comme nous avons pu sentir, intensément, que SOS Faim Luxembourg n'est pas seulement une ONG du Nord, mais que nous faisons tous

partie d'une même « communauté » de travail et de vie qui vise à œuvrer ensemble pour un monde plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et riche de sa diversité. Le « partenariat », mot que nous aimons beaucoup, n'est donc pas un préalable, mais la résultante espérée d'une coopération réussie. Il ne se décrète pas unilatéralement, mais il se construit à deux, sur la base de principes de solidarité, d'équilibre, de réciprocité et de confiance.

La voix du Sud est en tout cas là pour nous rappeler que le développement est un droit humain, capable de déclencher chez la personne humaine, consciente de sa dignité, des « libertés essentielles » et des « *capabilities* » (Amartya Sen) et qu'à l'efficacité, il serait sans doute souhaitable de préférer, ne fût-ce que de temps en temps, la fécondité et la créativité. Car, comme nous le rappelle Joseph Ki-zerbo : « on ne développe pas, on se développe » ;

- **pour notre action de coopération au développement, nous avons désormais de nombreux cadres à notre disposition.** Pour n'en citer que quelques-uns : l'Agenda 2030 sur le développement durable (2015), la Déclaration de Paris (2005) et le Pacte de Busan (2011) sur l'efficacité de l'aide au niveau international, auxquels s'ajoutent, pour le Luxembourg, la Stratégie Générale de la Coopération luxembourgeoise : en route vers 2030 et le 3^e Plan National pour un Développement Durable.

Ces textes constituent incontestablement des avancées importantes dans notre réflexion et notre action pour une meilleure coopération au développement.

Mais ils traduisent aussi un modèle uniformisé et formaté de coopération au développement où la technicisation et la standardisation des procédures et des débats, centrés essentiellement sur « l'efficacité », les injonctions managériales et l'acceptation du capitalisme néo-libéral comme « fin », « sans alternative », du développement risquent de s'imposer : non seulement à nous ici au Nord, qui sommes redevables de l'argent public que nous utilisons, mais aussi à nos partenaires du Sud qui risquent de se décourager devant des procédures de plus en plus compliquées et des évaluations de plus en plus intrusives, lesquelles dépolitisent souvent les enjeux et affaiblissent la pensée.

Cette diffusion de normes, de dispositifs, de procédures bureaucratiques issus du marché et de l'entreprise ne relève pas de simples décisions techniques, mais est significative des choix et des caractéristiques des politiques publiques.

Comment imaginer que cette inflation de normes et de procédures bureaucratiques pourra relever les défis politiques et économiques immenses qui se posent maintenant aux pays les plus fragiles, en matière de construction d'Etat de droit et de justice, de reconstruction de services publics de qualité (santé, éducation), ou encore de création d'emplois pour les centaines de milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail en Afrique ? Ce ne sont certainement pas des milliers de projets, avec leurs batteries d'indicateurs, qui permettront de relever ces défis urgents, mais plutôt de solides politiques publiques, issues de processus de dialogue démocratique, ainsi qu'une grande cohésion sociale à construire.

Tout développement doit s'inscrire dans une approche fondée sur le respect et la réalisation des droits humains fondamentaux (civils, politiques, économiques, sociaux et culturels). Ce respect concerne non seulement les « résultats », mais aussi les processus.

N'oublions pas que l'appropriation démocratique est le 1^{er} principe de l'efficacité de l'aide. Et cela doit rester plus important qu'une simple « gestion par les résultats », slogan certes séduisant, mais peu réaliste.

Faisons donc en sorte que ces textes soient **des cadres que nous devons remplir de vie et de créativité**, et non des carcans qui se figent, sans réflexion critique et sans alternatives possibles ;

- permettez-moi de terminer sur quelques **concepts et recommandations** qui nous tiennent à cœur :
 - **coopération et partenariat** devraient rester les maîtres-mots de notre action qui se fonde sur **l'accompagnement** : comme le souligne si bien l'un de nos « compagnons », Loïc Barbedette, accompagner, ce n'est pas « penser pour », ni « courir devant », mais c'est mettre en valeur le travail de l'autre, c'est faire ensemble, prendre ensemble des risques et accepter de quitter ensemble nos zones de confort respectives ;
 - veillons à assurer une meilleure protection aux **défenseurs des droits humains** – dont nous fêtons cette année le 20^e anniversaire - qui rencontrent aujourd'hui nombre de difficultés, dans beaucoup de situations politiques où les politiques sécuritaires, la lutte contre le terrorisme et la volonté – imposée par les pays du Nord - d'empêcher les migrations peuvent devenir de plus en plus liberticides et empêcher les actions de la société civile pour le changement social. Faisons aussi en sorte de mieux asseoir, dans nos projets et actions, le **respect des droits humains, civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux et culturels** ;
 - nous aurons bientôt un nouveau gouvernement. Souhaitons qu'il puisse, davantage encore, intégrer l'agriculture familiale, ainsi que la sécurité et la souveraineté alimentaires dans sa Stratégie et veiller, mieux encore, à la cohérence des politiques ;
 - souhaitons, enfin, que la coopération et les partenariats se développent entre les ONGD, qu'elles soient du Nord ou du Sud, afin de renforcer ainsi l'impact de la société civile au service de sociétés plus égalitaires, plus justes et plus démocratiques.

Merci de votre écoute .